

## **Conseil régional des ressources en eau des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent**

### **Procédures**

Les définitions énoncées à la partie I ainsi que les politiques et procédures décrites à la partie II aux présentes sont un complément aux exigences établies dans l'Entente sur les ressources en eaux durables du bassin des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent (Entente). Les parties I et II ne doivent en aucune façon avoir d'incidence sur les exigences réglementaires. Les procédures figurant aux parties I et II ne sont pas des mesures d'arbitrage ni une réglementation. Le Conseil régional n'a aucunement l'intention de conférer à ces parties une telle portée ou valeur. Les parties I et II aux présentes visent plutôt à établir un cadre à partir duquel le Conseil régional puisera dans sa liberté de décision en matière administrative à l'avenir. Le Conseil régional aura recours à sa réserve du pouvoir discrétionnaire pour s'écarter des procédures décrites aux parties I et II aux présentes si les circonstances le justifient.

### **Table des matières**

#### **Partie I. Définitions**

Section 100 Définitions

#### **Partie II. Examen des cas d'exception**

Section 200 Demande

Section 200.1 But

Section 200.2 Consultations préliminaires

Section 200.3 Pouvoirs et obligations de la Partie d'origine; présentation d'une demande auprès de la Partie d'origine

Section 200.4 Présentation d'une demande au Conseil régional

Section 200.5 Prise en considération de demandes revêtant une importance régionale ou susceptibles de créer un précédent

Section 200.6 Contenu d'une demande

Section 200.6.1 Contenu d'une demande pour examen régional relative à une exception à l'interdiction des dérivations pour une « collectivité chevauchant la ligne de partage des eaux »

Section 200.6.2 Contenu d'une demande pour examen régional relative à une exception à l'interdiction des dérivations pour un « transfert intrabassin »

Section 200.6.3 Contenu d'une demande pour examen régional relative à une exception à l'interdiction des dérivations pour un « comté chevauchant la ligne de partage des eaux »

Section 200.7 Notification d'une demande; examens techniques

Le 10 septembre 2018

Section 200.8 Avis adressé aux tribus reconnues par le gouvernement fédéral des É.-U. ainsi qu'aux Premières Nations et aux communautés métisses du Canada reconnues par des gouvernements provinciaux  
Section 200.9 Avis général et occasion de commenter

Section 201 Processus d'examen des demandes et assemblées à cette fin  
Section 201.1 Assemblées publiques relatives aux demandes  
Section 201.2 Laissé intentionnellement en blanc  
Section 201.3 Assemblées publiques mixtes facultatives  
Section 201.4 Processus d'examen des demandes; Déclaration de conformité

## **Partie I. DÉFINITIONS.**

### **Section 100. Définitions.**

1. Les définitions normalisées énoncées à l'article 103 de l'Entente sur les ressources en eaux durables du bassin des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent s'appliquent aux présentes procédures.
2. Par « demande » ou « dossier de demande d'approbation », on entend la trousse complète à remplir pour obtenir l'approbation d'un projet qui fait l'objet d'un examen régional.
3. Par « Entente », on entend l'Entente sur les ressources en eaux durables du bassin des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent.
4. Par « Compact », on entend le Great Lakes – St. Lawrence River Basin Water Resources Compact, loi des É.-U. n° 110-342, 122 Stat. 3739 (2008).
5. Par « Conseil du Compact », on entend le Great Lakes – St. Lawrence River Basin Water Resources Council.
6. Par « directeur général », on entend le directeur général du Conseil régional, sauf indication contraire.
7. Par « membre », on entend le gouverneur ou le premier ministre d'une Partie signataire de l'Entente.
8. Par « Conseil régional », on entend le Conseil régional des ressources en eau des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent.
9. Par « secrétariat », on entend le directeur général ou autre membre du personnel administratif embauché ou mandaté par le Conseil régional.
10. Toute référence à des articles de l'Entente désigne la version de l'Entente signée le 13 décembre 2005 par les gouverneurs des États de l'Illinois, de l'Indiana, du Michigan, du Minnesota, de New York, de l'Ohio et du Wisconsin, du Commonwealth de Pennsylvanie ainsi que par les premiers ministres de l'Ontario et du Québec.

## **Partie II. Examen des cas d'exception.**

### **Section 200. Demande.**

#### **Section 200.1. But.**

La présente partie a pour but de formuler des procédures en vue d'encadrer les demandes prévues à l'article 201 ainsi que l'examen régional de demandes revêtant une importance régionale ou susceptibles de créer un précédent, comme il est précisé à l'article 502, paragraphe 2 de l'Entente.

**Section 200.2. Mesures préliminaires précédant le dépôt d'une demande**

Une Partie d'origine peut, avant de présenter une demande d'examen régional, solliciter une consultation préliminaire avec le secrétariat ou des représentants des organismes des Parties relativement à des plans préliminaires liés à toute demande qui est assujettie ou susceptible d'être assujettie à un examen régional. La Partie d'origine peut inclure le demandeur lors de consultations préliminaires de cette nature.

**Section 200.3. Pouvoirs et obligations de la Partie d'origine; présentation d'une demande auprès de la Partie d'origine.**

1. Le demandeur amorce le processus d'examen en soumettant à la Partie d'origine une demande d'approbation d'une dérivation, en se conformant aux exigences de la Partie d'origine, y compris les documents d'accompagnement exigés par cette dernière.
2. À la réception d'une demande d'examen d'une dérivation, la Partie d'origine en informe les autres Parties et établit si la dérivation visée par la demande est assujettie à un examen régional ou à l'approbation du Conseil du Compact. Si l'on établit que la dérivation est assujettie à un examen régional en vertu de l'article 201 de l'Entente, la Partie d'origine avise le public, les tribus reconnues par le gouvernement fédéral des É.-U., les Premières Nations et les communautés métisses du Canada reconnues par des gouvernements provinciaux en conformité avec la loi de l'État ou de la province qu'elle a reçu la demande et que la demande est assujettie à un examen régional ou à un examen régional et à l'approbation du Conseil du Compact.
3. Si la demande est assujettie à un examen régional, la Partie d'origine l'étudie afin d'établir si la demande renferme suffisamment d'information pour déterminer si cette dernière remplit ou non les critères pertinents énoncés dans l'Entente. Si la demande ne renferme pas l'information exigée du demandeur en vertu de la section 200.6 des présentes procédures et toute autre information que la Partie d'origine juge comme nécessaire pour évaluer la demande, la Partie d'origine obtient l'information manquante auprès du demandeur.

**Section 200.4. Présentation d'une demande au Conseil régional.**

1. Si l'on juge qu'une demande d'approbation est assujettie à un examen par le Conseil régional en vertu de l'Entente, la Partie d'origine transmet la demande d'examen au Conseil régional en conformité avec le chapitre 5 de l'Entente. Le demandeur ne peut pas déposer sa demande d'examen directement auprès du Conseil régional. Néanmoins, le demandeur d'origine (et non la Partie d'origine) demeure le demandeur durant tout le processus.
2. Aucune demande ne doit être déposée auprès du Conseil régional, sauf si elle est complète sur le plan administratif, c.-à-d. qu'il faut inclure dans la demande tous les renseignements et documents, y compris l'information devant faire partie de la demande en conformité avec la section 200.6 des présentes procédures, et sauf si elle a fait l'objet, en bonne et due forme, de l'examen technique que doit mener la Partie

d'origine afin de vérifier si la demande est conforme à la norme du processus décisionnel, et qu'une copie des résultats de l'examen est jointe à la demande.

3. La Partie d'origine remet une copie de la demande au directeur général du Conseil régional. La Partie d'origine transmet également au directeur général une copie de la demande dans un format électronique courant permettant au public d'y avoir accès (p. ex., format PDF d'Adobe Acrobat), le directeur général acheminera aux membres du Conseil régional cette version électronique.

### **Section 200.5 Prise en considération de demandes revêtant une importance régionale ou susceptibles de créer un précédent. EN DÉLIBÉRÉ**

#### **Section 200.6. Contenu d'une demande.**

##### **Section 200.6.1. Contenu d'une demande pour examen régional relative à une exception à l'interdiction des dérivations pour une « collectivité chevauchant la ligne de partage des eaux ».**

La présente section s'applique aux demandes d'exception à l'interdiction générale des dérivations (voir l'article 200, paragraphe 1 de l'Entente) lorsque les demandes visent à transférer de l'eau vers une collectivité chevauchant la ligne de partage des eaux<sup>1</sup>, et que ladite demande se traduira par une consommation nouvelle ou augmentée de 5 millions de gallons par jour (ou 19 millions de litres par jour) ou plus en moyenne sur toute période de 90 jours (voir l'article 201, paragraphe 1 de l'Entente).

Seules les demandes de dérivation d'eau qui ne consistent qu'à transférer de l'eau à des fins d'approvisionnement public en eau vers une collectivité chevauchant la ligne de partage des eaux seront pris en considération dans la présente section (voir l'article 201, paragraphe 1 de l'Entente).

Seule la Partie d'origine peut transmettre les demandes au Conseil régional. Les demandes ne peuvent pas être présentées directement au Conseil régional par le demandeur, elles doivent plutôt être remises à la Partie d'origine.

Tout renseignement exigé suivant les présentes procédures et qui n'aurait pas été inclus dans la demande initiale présentée à la Partie d'origine doit être ajouté, sous la forme d'une pièce jointe, à la demande d'origine, le cas échéant.

Le cas échéant ou au besoin, le demandeur doit dresser une table des matières ou un index afin d'indiquer l'emplacement des renseignements demandés aux sections B et C ci-après. Les réponses à la section A et une brève description des renseignements requis aux sections B et C doivent être fournies dans une note d'accompagnement.

---

<sup>1</sup>« Collectivité chevauchant la ligne de partage des eaux » : toute cité, ville ou entité équivalente qui est soit : localisée entièrement dans tout comté qui se situe en tout ou en partie dans le Bassin, celles dont les limites administratives existantes, à la date d'entrée en vigueur de l'article 709, paragraphe 709, sont situées partiellement dans le Bassin ou encore partagées entre les bassins de deux Grands Lacs.

A. Information de base. Toutes les demandes doivent comprendre, à tout le moins, les renseignements suivants :

1. *Renseignements sur le demandeur.*

- a. Nom du demandeur;
- b. Adresse postale du demandeur;
- c. Nom de la personne-ressource du demandeur;
- d. Numéro de téléphone de la personne-ressource du demandeur;
- e. Adresse courriel de la personne-ressource du demandeur;
- f. Toute entité participante ou qui intervient, d'une manière ou d'une autre, dans la mise en œuvre d'un volet de la demande, y compris toute entité autre que le demandeur qui prélèvera de l'eau, retournera de l'eau au bassin des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent, etc. Renseignements à fournir sur ces entités :
  - i. Nom de l'entité;
  - ii. Adresse postale de l'entité;
  - iii. Nom de la personne-ressource;
  - iv. Numéro de téléphone de la personne-ressource de l'entité;
  - v. Adresse courriel de la personne-ressource de l'entité.

[Réf. : Article 103 de l'Entente (définition de « demandeur »)]

2. *Identification de la Partie d'origine, y compris un ou tous les bureaux ou partenaires gouvernementaux, leur adresse postale, le nom de la personne autorisée à agir au nom de la Partie d'origine, et toute autre personne-ressource représentant la Partie d'origine.*

3. *Détermination de l'exception à l'interdiction des dérivations visée par la présente demande.*

Il importe d'indiquer dans la demande que le demandeur sollicite une exception à l'interdiction des dérivations en vertu de l'article 201, paragraphe 1 de l'Entente, sous la rubrique « collectivité chevauchant la ligne de partage des eaux ». De plus, il faut préciser si la collectivité chevauchant la ligne de partage des eaux :

- a. chevauche la ligne de partage des eaux du Bassin;
- b. chevauche la ligne de partage des eaux de deux bassins versants du Bassin.

[Réf. : Article 201 de l'Entente]

4. *Coordination avec les autres demandes.*

Fournir la date de toute demande présentée antérieurement à la Partie d'origine au nom de la collectivité chevauchant la ligne de partage des eaux au cours des dix dernières années et le volume quotidien de l'eau prélevée, de l'eau consommée ou de l'eau dérivée ayant fait l'objet d'une approbation, le cas échéant. Les dérivations, la consommation et les prélèvements qui constituent un volume d'eau de référence en vertu de l'article 207, paragraphe 1 de l'Entente ne doivent pas être pris en considération dans la réponse à la présente section.

[Réf. : Article 207, paragraphe 2 de l'Entente]

5. *Source du prélèvement et emplacement de la dérivation.*

Fournir les renseignements suivants :

- a. Description de l'emplacement et de la source du prélèvement. D'autres emplacements peuvent aussi être notés, en prenant soin d'indiquer l'emplacement qui sera privilégié. Si, dans la demande, des puits ou des pompes seront utilisés à différents emplacements, fournir les renseignements sur chacun d'eux.
  - b. Si l'entité locale qui prélèvera l'eau n'est pas le demandeur, faire la preuve que l'entité locale a toutes les capacités de prélèvement nécessaires pour combler les besoins du demandeur et qu'elle est disposée à négocier un contrat d'achat avec le demandeur.
  - c. Une carte géographique ou une photographie du secteur en prenant soin d'indiquer le bassin hydrographique d'origine<sup>2</sup> et l'emplacement proposé de la dérivation ainsi qu'une description du secteur devant recevoir l'eau dérivée d'après la demande, le secteur où l'eau sera retournée et où les services d'eau seront effectués.
  - d. L'identification du bassin hydrographique d'origine. Préciser si la source est souterraine (dans l'affirmative, indiquer si ce sont des eaux restreintes ou non), ou s'il s'agit d'une source d'eau de surface (dans l'affirmative, indiquer le nom du lac, de la rivière ou du cours d'eau).
6. *Volume total de la dérivation nouvelle ou augmentée et consommation associée*<sup>3</sup>.  
Fournir les renseignements suivants :
- a. Le volume total maximal de l'eau dérivée et la consommation associée au cours des 25 années suivantes (ou de la période requise par la Partie d'origine), exprimé en millions de gallons par jour ou en millions de litres par jour, en moyenne, durant une année civile ainsi que durant la période de pointe de 90 jours au cours d'une année civile.
  - b. Information sur l'utilisation que l'on se propose de faire de l'eau transférée dans l'ensemble du bassin ou du bassin versant seulement à des fins d'approvisionnement public en eau, à savoir si l'utilisation serait continue, saisonnière ou temporaire.
  - c. L'emplacement du point de mesure de la dérivation, et la technique qui sera employée pour mesurer le taux de la dérivation.
  - d. Le volume total de toute dérivation existante et de toute consommation associée reconnues en vertu de l'article 207, paragraphe 1 de l'Entente et qui serait augmenté si la présente demande est approuvée ou le volume total de toute

---

<sup>2</sup> « Bassin hydrographique d'origine » : d'après l'Entente, bassin hydrographique où un prélèvement d'eau est effectué. Si l'eau est prélevée directement d'un des Grands Lacs ou du fleuve Saint-Laurent, le bassin hydrographique de ce lac ou celui du fleuve Saint-Laurent est considéré comme étant le bassin hydrographique d'origine. Si l'eau est prélevée du bassin hydrographique d'un affluent direct d'un des Grands Lacs ou du fleuve Saint-Laurent, est alors considéré comme le bassin hydrographique d'origine, le bassin hydrographique de ce Grand Lac ou du fleuve Saint-Laurent, une préférence étant accordée au retour d'eau vers le bassin hydrographique de cet affluent direct d'où l'eau a été prélevée.

<sup>3</sup> « Consommation » : d'après l'Entente, quantité d'eau prélevée ou retenue du Bassin qui est perdue ou qui n'est pas retournée au Bassin en raison de son évaporation, de son incorporation à des produits, ou d'autres phénomènes.

dérivation précédemment approuvée qui serait augmenté si la présente demande est approuvée, le cas échéant.

Sauf indication contraire, tous les taux et les volumes doivent être exprimés en millions de gallons et de litres par jour.

7. *Évaluations techniques par la Partie d'origine.*

Toute évaluation technique, y compris l'examen technique, effectuée par la Partie d'origine doit être incluse dans le dossier de la demande.

[Réf. : Article 505, paragraphe 1 de l'Entente]

8. *Autres documents provenant du dossier administratif de la Partie d'origine, le cas échéant.*

La Partie d'origine doit également joindre à la demande tout autre document ou élément qu'elle aura utilisé ou élaboré pendant l'examen de la demande et qu'elle jugera utile pour l'examen mené par le Conseil régional, y compris toute transcription ou tout résumé d'une consultation effectuée auprès de tribus reconnues par le gouvernement fédéral des É.-U., de Premières Nations et de communautés métisses du Canada reconnues par des gouvernements provinciaux.

B. Critères liés à la Norme pour les exceptions. Les demandes qui doivent respecter les critères liés à la Norme pour les exceptions doivent renfermer l'information afin de faire la preuve que les demandes remplissent les critères suivants liés à la Norme pour les exceptions figurant à l'article 201, paragraphe 4 de l'Entente.

1. *L'exception [dérivation], en tout ou en partie, ne peut raisonnablement pas être évitée par l'utilisation efficace de l'eau, ni par la conservation de l'eau provenant des approvisionnements existants.*

Les demandes doivent inclure un texte décrivant le besoin de la dérivation nouvelle ou augmentée. Cette description doit comprendre une analyse de l'efficacité au chapitre de la consommation courante de l'eau, y compris la prise de mesures de conservation de l'eau judicieuses au plan environnemental et économiquement réalisables. L'analyse peut soit avoir été, dans le passé, soumise à la Partie d'origine par le demandeur soit être effectuée et transmise à la Partie d'origine dans le but d'être remise au Conseil régional. [Réf. : Article 201, alinéa 4.a. de l'Entente]

2. *L'exception [dérivation] doit être limitée aux quantités qui sont considérées comme raisonnables pour les fins proposées.*

Les demandes doivent inclure un texte descriptif étayant le caractère raisonnable des quantités demandées à la section A.6.a précédente et compte tenu des motifs avancés dans la demande d'exception (par exemple, des projections démographiques). Pour ce faire, la demande doit également renfermer un plan d'utilisation de l'eau. Le plan doit inclure : l'utilisation prévue de l'eau et les projections démographiques à l'appui des conditions et des volumes quotidiens demandés pendant la période visée, des renseignements devant figurer dans les plans d'utilisation de l'eau exigés par la Partie d'origine, ou jusqu'à concurrence de 25 ans si la Partie d'origine n'a établi aucune période; une description de la capacité du système quant aux portions prélevées, traitées et distribuées; une évaluation des

économies, courantes et proposées, quant à l'utilisation de l'eau et les programmes proposés aux fins de la conservation et de l'utilisation efficace de l'eau.

[Réf. : Article 201, alinéa 4.b. de l'Entente]

3. *Toute l'eau prélevée est retournée, que ce soit naturellement ou après usage, au bassin hydrographique d'origine, moins une allocation de consommation. Aucune eau de surface ou eau souterraine provenant de l'extérieur du Bassin ne peut être utilisée pour respecter en tout ou en partie ce critère, sauf si :*
  - a. *L'eau fait partie des eaux d'un système d'approvisionnement ou de traitement des eaux usées mélangeant de l'eau en provenance à la fois de l'intérieur et de l'extérieur du Bassin;*
  - b. *L'eau est traitée pour respecter les normes applicables aux rejets en matière de qualité de l'eau ainsi que pour prévenir l'introduction d'espèces envahissantes dans le Bassin;*

La demande doit inclure une description quant aux mesures qui seraient prises pour retourner l'eau. La description doit renfermer les renseignements suivants :

- a. Une description des méthodes employées pour retourner l'eau et une mention du moment où elle est retournée. Si l'entité locale qui rejettera l'eau retournée n'est pas le demandeur, il faut fournir des ententes relatives au retour de l'eau dans le Bassin;
- b. Une estimation du volume total de l'eau retournée exprimée en millions de gallons par jour ou en litres par jour, en moyenne, durant une année civile et en pourcentage de l'eau dérivée, y compris les méthodes de mesure proposées;
- c. Une description de l'emplacement ou des emplacements où l'eau retournée sera rejetée;
- d. Une description de la qualité de l'eau que l'on prévoit retourner, y compris les méthodes proposées pour évaluer la qualité de l'eau;
- e. Une description de l'eau retournée, comme il est précisé à la section A.5.c précédente, y compris le type d'eau qui sera retourné, l'emplacement où l'eau sera retournée et l'incidence que cette pratique aura pour minimiser les quantités d'eau provenant de l'extérieur du Bassin.
- f. Une estimation de la consommation, y compris les données antérieures, le cas échéant. Ces estimations peuvent être fournies sous la forme de plans de conception technique du projet ou à partir d'une compilation de données du United States Geological Survey (USGS, Service géologique des É.-U.) sur les estimations de consommation d'eau ou d'autres coefficients liés à la consommation d'eau. Si les estimations de consommation d'eau sont différentes des « coefficients généralement reconnus en matière de consommation d'eau », la demande doit aussi renfermer une explication et une justification détaillées de la consommation prévue.

[Réf. : Article 201, alinéa 4.c. de l'Entente]

4. *L'exception [dérivation] doit être effectuée de manière à garantir qu'elle n'entraîne aucun impact négatif et significatif, individuel ou cumulatif, sur la quantité ou la qualité des eaux du Bassin et des ressources naturelles qui en dépendent, en prenant en considération tout précédent que pourrait entraîner*



*l'autorisation d'une demande quant à ses conséquences en termes d'impacts cumulatifs potentiels.*

- a. Pour ce qui est du prélèvement, de la dérivation et de l'eau retournée décrits à la section A.5 précédente, fournir les renseignements supplémentaires suivants :
  - i. Les conditions existantes du système hydrologique, tant pour l'eau souterraine que pour l'eau en surface, ainsi que la relation entre les deux, de la qualité de l'eau et de l'habitat;
  - ii. Les statistiques concernant le débit de l'eau, le cas échéant et si disponible;
  - iii. L'aquifère ou les aquifères pertinents;
  - iv. Les impacts individuels prévus pour ce qui est de la quantité ou de la qualité des eaux ou des ressources naturelles qui en dépendent;
  - v. Les mesures d'atténuation qui seront mises en œuvre pour prévenir ou éliminer les impacts négatifs significatifs;
  - vi. Une évaluation de l'impact sur l'environnement ou autre examen environnemental lié à la demande, si une telle étude a déjà été préparée en vertu d'une loi d'un État, d'une province ou d'une loi fédérale.
- b. Les Parties signataires de l'Entente auront la responsabilité de procéder à des évaluations des impacts cumulatifs. En appui à cette analyse, fournir de l'information sur les impacts cumulatifs potentiels liés à la demande quant à la quantité et à la qualité des eaux du Bassin et des ressources naturelles qui en dépendent. On peut aussi expliquer la relation entre la demande et les autres prélèvements, dérivations et consommations existants de sorte que les Parties pourront évaluer globalement les impacts cumulatifs découlant de la demande à l'étude. La demande doit renfermer des données et des analyses sur les impacts cumulatifs mises à la disposition de la Partie d'origine. Pour ce faire, toutes les évaluations des impacts cumulatifs menées par la Partie d'origine doivent être incluses dans la demande, y compris les évaluations des impacts cumulatifs réalisées en conformité avec l'Entente et basées sur des techniques d'analyse, des protocoles ou des outils de modélisation en usage aux fins de la gestion de l'eau. Il faut également documenter la demande en ce qui a trait aux mesures d'atténuation requises par la Partie d'origine afin de réduire les impacts cumulatifs.

[Réf. : Article 201, alinéa 4.d. et article 209, paragraphe 6 de l'Entente]

5. *L'exception [dérivation] doit être effectuée de manière à inclure des mesures de conservation de l'eau judicieuses au plan environnemental et économiquement réalisables afin de minimiser l'ampleur du prélèvement ou de la consommation d'eau.*

La demande doit renfermer une description détaillée des mesures de conservation de l'eau judicieuses au plan environnemental et économiquement réalisables qui ont été mises en œuvre, et qui le seront, afin de s'assurer que l'utilisation de l'eau actuelle et proposée se fera de manière efficace, et que l'on réduira les pertes en eau ou le gaspillage. Il importe de fournir les plans de conservation et d'utilisation efficace de l'eau déjà dressés. La description doit donner un aperçu de certains aspects des mesures, notamment :

- a. Judicieuses au plan environnemental;

- b. Basées sur les meilleures pratiques en vigueur dans le secteur d'utilisation de l'eau;
- c. Réalisables au plan technique et rapidement utilisables;
- d. Économiquement réalisables et rentables comparativement à d'autres mesures réalisables au plan technique et disponibles ou avec des meilleures pratiques applicables au secteur d'utilisation de l'eau, le tout fondé sur une analyse tenant compte des coûts financiers et environnementaux directs évités. Parmi les facteurs qui seront pris en considération dans le cas de certaines installations et de certains procédés, mentionnons :
  - i. L'impact ou les impacts environnementaux potentiels;
  - ii. L'âge de l'équipement et des installations;
  - iii. Les procédés employés;
  - iv. Les répercussions énergétiques potentielles.

[Réf. : Article 103 et article 102, alinéa 4.e. de l'Entente]

6. *L'exception [dérivation] doit être effectuée de façon à garantir qu'elle est conforme à toute la législation applicable des municipalités, des États, des provinces ainsi qu'à la législation fédérale applicable de même qu'avec les accords régionaux entre États, interprovinciaux et internationaux, ce qui inclut le Traité des eaux limitrophes de 1909.*

Les approbations accordées en vue d'une dérivation en conformité avec les modalités de l'Entente ou d'une loi pertinente de l'État ou de la province ne remplacent aucunement la responsabilité, pour le demandeur ou la Partie d'origine, d'obtenir toute autre autorisation requise pour entreprendre l'activité qu'a approuvée le Conseil régional, ou la province ou l'État concerné. Si des permis environnementaux ont déjà été délivrés, il importe de les joindre à la demande.

[Réf. : Article 201, alinéa 4.f. de l'Entente]

7. *Renseignements supplémentaires.*

Fournir toute autre information supplémentaire que le demandeur ou la Partie d'origine jugera pertinente aux fins de l'analyse par le Conseil régional.

C. Renseignements supplémentaires, demandes d'exception [dérivation] visant une collectivité chevauchant la ligne de partage des eaux.

- 1. Toutes les demandes doivent décrire en quoi la demande respecte les critères supplémentaires suivants énoncés à l'article 201, paragraphe 1 de l'Entente.
  - a. *Quel que soit le volume transféré, toute l'eau ainsi transférée doit être uniquement utilisée à des fins d'approvisionnement public en eau dans la collectivité chevauchant la ligne de partage des eaux.*

La demande doit renfermer un énoncé et faire la preuve que toutes les eaux dérivées seront uniquement utilisées à des fins d'approvisionnement public en eau dans la collectivité qui cherche à obtenir de l'eau. Il faut également faire la preuve que la collectivité se définit comme une collectivité chevauchant la ligne de partage des eaux. [Réf. : Article 201, paragraphe 1 de l'Entente];

2. La demande doit comporter une analyse montrant que la quantité d'eau du Bassin est retournée au bassin hydrographique d'origine en maximisant le retour de l'eau tout en minimisant les quantités d'eau provenant de l'extérieur du Bassin. Cette analyse peut être jointe à la demande et faire partie intégrante de la réponse du demandeur à la section B.3 précédente. [Réf. : Article 201, sous-alinéa 1 a (iii) de l'Entente];
3. La demande doit renfermer tous les rapports traitant du projet rédigés à d'autres fins, mais qui contiennent des renseignements de fond susceptibles d'être utiles pour évaluer la demande.

**Section 200.6.2. Contenu d'une demande pour examen régional relative à une exception à l'interdiction des dérivations pour un « transfert intrabassin ».**

La présente section s'applique aux demandes d'exception à l'interdiction générale des dérivations (voir l'article 200, paragraphe 1 de l'Entente) lorsque les demandes visent à transférer de l'eau du bassin versant d'un des Grands Lacs vers le bassin versant d'un autre Grand Lac, et que ladite demande se traduira par une consommation nouvelle ou augmentée de 5 millions de gallons par jour (ou 19 millions de litres par jour) ou plus, en moyenne, sur toute période de 90 jours (voir l'article 201, alinéa 2.c de l'Entente)

Seule la Partie d'origine peut transmettre les demandes au Conseil régional. Les demandes ne peuvent pas être présentées directement au Conseil régional par le demandeur, elles doivent plutôt être remises à la Partie d'origine.

Tout renseignement exigé suivant les présentes procédures et qui n'aurait pas été inclus dans la demande initiale présentée à la Partie d'origine doit être ajouté, sous la forme d'une pièce jointe, à la demande d'origine, le cas échéant.

Le cas échéant ou au besoin, le demandeur doit dresser une table des matières ou un index afin d'indiquer l'emplacement des renseignements demandés aux sections B et C ci-après. Les réponses à la section A et une brève description des renseignements requis aux sections B et C peuvent être fournies dans une note d'accompagnement.

- A. Information de base. Toutes les demandes doivent comprendre, à tout le moins, les renseignements suivants :
  1. *Renseignements sur le demandeur.*
    - a. Nom du demandeur;
    - b. Adresse postale du demandeur;
    - c. Nom de la personne-ressource du demandeur;
    - d. Numéro de téléphone de la personne-ressource du demandeur;
    - e. Adresse courriel de la personne-ressource du demandeur;
    - f. Toute entité participante ou qui intervient, d'une manière ou d'une autre, dans la mise en œuvre d'un volet de la demande, y compris toute entité autre que le demandeur qui prélèvera de l'eau, retournera de l'eau au bassin des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent, etc. Renseignements à fournir sur ces entités :

- i. Nom de l'entité;
- ii. Adresse postale de l'entité;
- iii. Nom de la personne-ressource;
- iv. Numéro de téléphone de la personne-ressource de l'entité;
- v. Adresse courriel de la personne-ressource de l'entité.

[Réf. : Article 103 de l'Entente (définition de « demandeur »)]

2. *Identification de la Partie d'origine, y compris un ou tous les bureaux ou partenaires gouvernementaux, leur adresse postale, le nom de la personne autorisée à agir au nom de la Partie d'origine, et toute autre personne-ressource représentant la Partie d'origine.*
3. *Détermination de l'exception à l'interdiction des dérivations visée par la présente demande.*

Il importe d'indiquer dans la demande que le demandeur sollicite une exception à l'interdiction des dérivations en vertu de l'article 201, alinéa 2.c de l'Entente, sous la rubrique « transfert intrabassin ».

[Réf. : Article 201 de l'Entente]

4. *Coordination avec les autres demandes.*

Fournir la date de toute demande présentée antérieurement à la Partie d'origine au cours des 10 dernières années et le volume moyen quotidien de l'eau prélevée, de l'eau consommée ou de l'eau dérivée, sur une période de 90 jours, ayant fait l'objet d'une approbation, le cas échéant. Les dérivations, la consommation et les prélèvements qui constituent un volume d'eau de référence en vertu de l'article 207, paragraphe 1 de l'Entente ne doivent pas être pris en considération dans la réponse à la présente section.

[Réf. : Article 207, paragraphe 2 de l'Entente]

5. *Source du prélèvement et emplacement de la dérivation.*

Fournir les renseignements suivants :

- a. Description de l'emplacement et de la source du prélèvement. D'autres emplacements peuvent aussi être notés, en prenant soin d'indiquer l'emplacement qui sera privilégié. Si, dans la demande, des puits ou des pompes seront utilisés à différents emplacements, fournir les renseignements sur chacun d'eux.
- b. Si l'entité locale qui prélèvera l'eau n'est pas le demandeur, faire la preuve que l'entité locale a toutes les capacités de prélèvement nécessaires pour combler les besoins du demandeur et qu'elle est disposée à négocier un contrat d'achat avec le demandeur.
- c. Une carte géographique ou une photographie du secteur en prenant soin d'indiquer le bassin hydrographique d'origine<sup>4</sup> et l'emplacement proposé de la

---

<sup>4</sup> « Bassin hydrographique d'origine » : d'après l'Entente, bassin hydrographique où un prélèvement d'eau est effectué. Si l'eau est prélevée directement d'un des Grands Lacs ou du fleuve Saint-Laurent, le bassin hydrographique de ce lac ou celui du fleuve Saint-Laurent est considéré comme étant le bassin hydrographique d'origine. Si l'eau est prélevée du bassin hydrographique d'un affluent direct d'un des

dérivation ainsi qu'une description du secteur devant recevoir l'eau dérivée d'après la demande, le secteur où l'eau sera retournée et où les services d'eau seront effectués.

- d. L'identification du bassin hydrographique d'origine. Préciser si la source est souterraine (dans l'affirmative, indiquer si ce sont des eaux restreintes ou non), ou s'il s'agit d'une source d'eau de surface (dans l'affirmative, indiquer le nom du lac, de la rivière ou du cours d'eau).
6. *Volume total de la dérivation nouvelle ou augmentée et consommation associée*<sup>5</sup>.  
Fournir les renseignements suivants :
- a. Le volume total maximal de l'eau dérivée et la consommation associée au cours des 25 années suivantes (ou de la période requise par la Partie d'origine), exprimé en millions de gallons par jour ou en millions de litres par jour, en moyenne, durant une année civile ainsi que durant la période de pointe de 90 jours au cours d'une année civile.
  - b. Information sur l'utilisation que l'on se propose de faire de l'eau, à savoir une utilisation continue, saisonnière ou temporaire.
  - c. L'emplacement du point de mesure de la dérivation, et la technique qui sera employée pour mesurer le taux de la dérivation.
  - d. Le volume total de toute dérivation existante et de toute consommation associée reconnues en vertu de l'article 207, paragraphe 1 de l'Entente et qui serait augmenté si la présente demande est approuvée ou le volume total de toute dérivation précédemment approuvée qui serait augmenté si la présente demande est approuvée, le cas échéant.

Sauf indication contraire, tous les taux et les volumes doivent être exprimés en millions de gallons et de litres par jour.

7. *Évaluations techniques par la Partie d'origine.*

Toute évaluation technique, y compris l'examen technique, effectuée par la Partie d'origine doit être incluse dans le dossier de la demande.

[Réf. : Article 505, paragraphe 1 de l'Entente]

8. *But du transfert intrabassin.*

Fournir une explication écrite détaillée des usages réservés à l'eau. Les usages peuvent comprendre, entre autres fins, l'approvisionnement public en eau. Si l'eau est destinée à plusieurs usages, il faut en estimer le pourcentage par secteur.

---

Grands Lacs ou du fleuve Saint-Laurent, est alors considéré comme le bassin hydrographique d'origine, le bassin hydrographique de ce Grand Lac ou du fleuve Saint-Laurent, une préférence étant accordée au retour d'eau vers le bassin hydrographique de cet affluent direct d'où l'eau a été prélevée.

<sup>5</sup> « Consommation » : d'après l'Entente, quantité d'eau prélevée ou retenue du Bassin qui est perdue ou qui n'est pas retournée au Bassin en raison de son évaporation, de son incorporation à des produits, ou d'autres phénomènes.

9. *Autres documents provenant du dossier administratif de la Partie d'origine, le cas échéant.* La Partie d'origine doit également joindre à la demande tout autre document ou élément qu'elle aura utilisé ou élaboré pendant l'examen de la demande et qu'elle jugera utile pour l'examen mené par le Conseil régional, y compris toute transcription ou tout résumé d'une consultation effectuée auprès de tribus reconnues par le gouvernement fédéral des É.-U., de Premières Nations et de communautés métisses du Canada reconnues par des gouvernements provinciaux.
- B. Critères liés à la Norme pour les exceptions. Toutes les demandes doivent renfermer l'information afin de faire la preuve qu'elles remplissent les critères suivants liés à la Norme pour les exceptions figurant à l'article 201, paragraphe 4 de l'Entente.
1. *L'exception [dérivation], en tout ou en partie, ne peut raisonnablement pas être évitée par l'utilisation efficace de l'eau, ni par la conservation de l'eau provenant des approvisionnements existants.*  
Les demandes doivent inclure un texte décrivant le besoin de la dérivation nouvelle ou augmentée. Cette description doit comprendre une analyse de l'efficacité au chapitre de la consommation courante de l'eau, y compris la prise de mesures de conservation de l'eau judicieuses au plan environnemental et économiquement réalisables. L'analyse peut soit avoir été, dans le passé, soumise à la Partie d'origine par le demandeur soit être effectuée et transmise à la Partie d'origine dans le but d'être remise au Conseil régional. [Réf. : Article 201, alinéa 4.a. de l'Entente].
  2. *L'exception [dérivation] doit être limitée aux quantités qui sont considérées comme raisonnables pour les fins proposées.*  
Les demandes doivent inclure un texte descriptif étayant le caractère raisonnable des quantités demandées à la section A.6.a précédente et compte tenu des motifs avancés dans la demande d'exception (par exemple, des projections démographiques). Pour ce faire, la demande doit également renfermer un plan d'utilisation de l'eau. Dans le cas des systèmes d'approvisionnement public en eau, le plan doit inclure : l'utilisation prévue de l'eau et les projections démographiques à l'appui des conditions et des volumes quotidiens demandés pendant la période visée, des renseignements devant figurer dans les plans d'utilisation de l'eau exigés par la Partie d'origine, ou jusqu'à concurrence de 25 ans si la Partie d'origine n'a établi aucune période; une description de la capacité du système quant aux portions prélevées, traitées et distribuées; une évaluation des économies, courantes et proposées, quant à l'utilisation de l'eau et les programmes proposés aux fins de la conservation et de l'utilisation efficace de l'eau. Les demandes visant de tels usages, notamment des usages industriels ou agricoles, doivent renfermer un plan qui prévoit l'usage au moment de la présentation de la demande et au cours des 25 années suivantes ou pour la période requise par la Partie d'origine.  
[Réf. : Article 201, alinéa 4.b. de l'Entente]
  3. *Toute l'eau prélevée est retournée, que ce soit naturellement ou après usage, au bassin hydrographique d'origine, moins une allocation de consommation. Aucune eau de surface ou eau souterraine provenant de l'extérieur du Bassin ne peut être utilisée pour respecter en tout ou en partie ce critère, sauf si :*

- a. *L'eau fait partie des eaux d'un système d'approvisionnement ou de traitement des eaux usées mélangeant de l'eau en provenance à la fois de l'intérieur et de l'extérieur du Bassin;*
- b. *L'eau est traitée pour respecter les normes applicables aux rejets en matière de qualité de l'eau ainsi que pour prévenir l'introduction d'espèces envahissantes dans le Bassin;*

La demande doit inclure une description quant aux mesures qui seraient prises pour retourner l'eau. La description doit renfermer les renseignements suivants :

- a. Une description des méthodes employées pour retourner l'eau et une mention du moment où elle est retournée. Si l'entité locale qui rejettera l'eau retournée n'est pas le demandeur, il faut fournir des ententes relatives au retour de l'eau dans le Bassin;
- b. Une estimation du volume total de l'eau retournée exprimée en gallons par jour ou en litres par jour, en moyenne, durant une année civile et en pourcentage de l'eau dérivée, y compris les méthodes de mesure proposées;
- c. Une description de l'emplacement ou des emplacements où l'eau retournée sera rejetée;
- d. Une description de la qualité de l'eau que l'on prévoit retourner, y compris les méthodes proposées pour évaluer la qualité de l'eau;
- e. Une description de l'eau retournée, comme il est précisé à la section A.5.c précédente, y compris le type d'eau qui sera retourné, l'emplacement où l'eau sera retournée et l'incidence que cette pratique aura pour minimiser les quantités d'eau provenant de l'extérieur du Bassin.
- f. Une estimation de la consommation, y compris les données antérieures, le cas échéant. Ces estimations peuvent être fournies sous la forme de plans de conception technique du projet ou à partir d'une compilation de données du United States Geological Survey (USGS, Service géologique des É.-U.) sur les estimations de consommation d'eau ou d'autres coefficients liés à la consommation d'eau. Si les estimations de consommation d'eau sont différentes des « coefficients généralement reconnus en matière de consommation d'eau », la demande doit aussi renfermer une explication et une justification détaillées de la consommation prévue.

[Réf. : Article 201, alinéa 4.c. de l'Entente]

4. *L'exception [dérivation] doit être effectuée de manière à garantir qu'elle n'entraîne aucun impact négatif et significatif, individuel ou cumulatif, sur la quantité ou la qualité des eaux du Bassin et des ressources naturelles qui en dépendent, en prenant en considération tout précédent que pourrait entraîner l'autorisation d'une demande quant à ses conséquences en termes d'impacts cumulatifs potentiels.*
  - a. Pour ce qui est du prélèvement, de la dérivation et de l'eau retournée décrits à la section A.5 précédente, fournir les renseignements supplémentaires suivants :
    - i. Les conditions existantes du système hydrologique, tant pour l'eau souterraine que pour l'eau en surface, ainsi que la relation entre les deux, de la qualité de l'eau et de l'habitat;
    - ii. Les statistiques concernant le débit de l'eau, le cas échéant et si disponible;

- iii. L'aquifère ou les aquifères pertinents;
  - iv. Les impacts individuels prévus pour ce qui est de la quantité ou de la qualité des eaux ou des ressources naturelles qui en dépendent;
  - v. Les mesures d'atténuation qui seront mises en œuvre pour prévenir ou éliminer les impacts négatifs significatifs;
  - vi. Une évaluation de l'impact sur l'environnement ou autre examen environnemental lié à la demande, si une telle étude a déjà été préparée en vertu d'une loi d'un État, d'une province ou d'une loi fédérale.
- b. Les Parties signataires de l'Entente auront la responsabilité de procéder à des évaluations des impacts cumulatifs. En appui à cette analyse, fournir de l'information sur les impacts cumulatifs potentiels liés à la demande quant à la quantité et à la qualité des eaux du Bassin et des ressources naturelles qui dépendent du bassin hydrographique d'origine applicable. On peut aussi expliquer la relation entre la demande et les autres prélèvements, dérivations et consommations existants de sorte que les Parties pourront évaluer globalement les impacts cumulatifs découlant de la demande à l'étude. La demande doit renfermer des données et des analyses sur les impacts cumulatifs mises à la disposition de la Partie d'origine. Pour ce faire, toutes les évaluations des impacts cumulatifs menées par la Partie d'origine doivent être incluses dans la demande, y compris les évaluations des impacts cumulatifs réalisées en conformité avec l'Entente. Il faut également documenter la demande en ce qui a trait aux mesures d'atténuation requises par la Partie d'origine afin de réduire les impacts cumulatifs.

[Réf. : Article 201, alinéa 4.d. et article 209, paragraphe 6 de l'Entente]

5. *L'exception [dérivation] doit être effectuée de manière à inclure des mesures de conservation de l'eau judicieuses au plan environnemental et économiquement réalisables afin de minimiser l'ampleur du prélèvement ou de la consommation d'eau.*

La demande doit renfermer une description détaillée des mesures de conservation de l'eau judicieuses au plan environnemental et économiquement réalisables qui ont été mises en œuvre, et qui le seront, afin de s'assurer que l'utilisation de l'eau actuelle et proposée se fera de manière efficace, et que l'on réduira les pertes en eau ou le gaspillage. Il importe de fournir les plans de conservation et d'utilisation efficace de l'eau déjà dressés. La description doit donner un aperçu de certains aspects des mesures, notamment :

- a. Judicieuses au plan environnemental;
- b. Basées sur les meilleures pratiques en vigueur dans le secteur d'utilisation de l'eau;
- c. Réalisables au plan technique et rapidement utilisables;
- d. Économiquement réalisables et rentables comparativement à d'autres mesures réalisables au plan technique et disponibles ou avec des meilleures pratiques applicables au secteur d'utilisation de l'eau, le tout fondé sur une analyse tenant compte des coûts financiers et environnementaux directs évités. Parmi les



facteurs qui seront pris en considération dans le cas de certaines installations et de certains procédés, mentionnons :

- i. L'impact ou les impacts environnementaux potentiels;
- ii. L'âge de l'équipement et des installations;
- iii. Les procédés employés;
- iv. Les répercussions énergétiques potentielles.

[Réf. : Article 103 et article 102, alinéa 4.e. de l'Entente]

6. *L'exception [dérivation] doit être effectuée de façon à garantir qu'elle est conforme à toute la législation applicable des municipalités, des États, des provinces ainsi qu'à la législation fédérale applicable de même qu'avec les accords régionaux entre États, interprovinciaux et internationaux, ce qui inclut le Traité des eaux limitrophes de 1909.*

Les approbations accordées en vue d'une dérivation en conformité avec les modalités de l'Entente ou d'une loi pertinente de l'État ou de la province ne remplacent aucunement la responsabilité, pour le demandeur ou la Partie d'origine, d'obtenir toute autre autorisation requise pour entreprendre l'activité qu'a approuvée le Conseil régional, ou la province ou l'État concerné. Si des permis environnementaux ont déjà été délivrés, il importe de les joindre à la demande.

[Réf. : Article 201, alinéa 4.f. de l'Entente]

7. *Renseignements supplémentaires.*

Fournir toute autre information supplémentaire que le demandeur ou la Partie d'origine jugera pertinente aux fins de l'analyse par le Conseil régional.

C. Renseignements supplémentaires, demandes d'exception visant un transfert intrabassin.

Toutes les demandes doivent décrire en quoi la demande respecte les critères supplémentaires suivants énoncés à l'article 201, paragraphe 2.c. de l'Entente.

1. *La proposition est sujette à la gestion et à la réglementation de la Partie d'origine et elle doit respecter la Norme pour les exceptions, en garantissant que l'eau prélevée est retournée au bassin hydrographique;*

La réponse à la section B.3 précédente doit faire état des méthodes employées pour retourner l'eau dans le bassin hydrographique d'origine où a lieu le prélèvement.

[Réf. : Article 201, sous-alinéa 2.c.i de l'Entente]

2. *Le demandeur doit faire la preuve qu'il n'y a pas, dans le bassin du Grand Lac où l'eau sera transférée, d'autre source possible d'approvisionnement en eau qui soit efficace en termes de coûts et judicieuse au plan environnemental, ce qui comprend la conservation des approvisionnements en eau existants.*

La demande doit renfermer une analyse qui fait la preuve qu'il n'y a pas d'autre solution pour s'approvisionner en eau dans le bassin du Grand Lac où l'eau sera transférée qui soit réalisable, rentable et judicieuse au plan environnemental, y compris une conservation et une utilisation efficace des approvisionnements en eau existants. Une telle analyse doit aborder la question de la quantité et de la qualité (y compris la traitabilité) d'autres sources et justifier la décision de ne pas utiliser les autres sources d'approvisionnement en eau envisagées.

[Réf. : Article 201, sous-alinéa 2.c.ii de l'Entente]

3. La demande doit renfermer tous les rapports traitant du projet rédigés à d'autres fins, mais qui contiennent des renseignements de fond susceptibles d'être utiles pour évaluer la demande.

**Section 200.6.3. Contenu d'une demande pour examen régional relative à une exception à l'interdiction des dérivations pour un « comté chevauchant la ligne de partage des eaux ».**

La présente section s'applique aux demandes d'exception à l'interdiction générale des dérivations (voir l'article 200, paragraphe 1 de l'Entente) lorsque les demandes visent à transférer de l'eau vers une collectivité sise dans un comté chevauchant la ligne de partage des eaux<sup>6</sup> (voir l'article 201, paragraphe 3 de l'Entente).

Seules les demandes visant la dérivation d'eau uniquement utilisée à des fins d'approvisionnement public en eau au profit d'une collectivité sise dans un comté chevauchant la ligne de partage des eaux qui ne dispose pas de sources d'approvisionnement adéquat seront retenues en vertu de la présente section (voir l'article 201, alinéa 3.1a. de l'Entente).

Seule la Partie d'origine peut transmettre les demandes au Conseil régional. Les demandes ne peuvent pas être présentées directement au Conseil régional par le demandeur, elles doivent plutôt être remises à la Partie d'origine.

Tout renseignement exigé suivant les présentes procédures et qui n'aurait pas été inclus dans la demande initiale présentée à la Partie d'origine doit être ajouté, sous la forme d'une pièce jointe, à la demande d'origine, le cas échéant.

Le cas échéant ou au besoin, le demandeur doit dresser une table des matières ou un index afin d'indiquer l'emplacement des renseignements demandés aux sections B et C ci-après. Les réponses à la section A et une brève description des renseignements requis aux sections B et C peuvent être fournies dans une note d'accompagnement.

A. Information de base. Toutes les demandes doivent comprendre, à tout le moins, les renseignements suivants :

1. *Renseignements sur le demandeur.*
  - a. Nom du demandeur;
  - b. Adresse postale du demandeur;
  - c. Nom de la personne-ressource du demandeur;

---

<sup>6</sup> « Collectivité située dans un comté chevauchant la ligne de partage des eaux » : cité, ville ou entité équivalente qui est totalement située à l'extérieur du Bassin mais qui est aussi entièrement située dans un comté dont le territoire se trouve en partie dans le Bassin et qui n'est pas une collectivité chevauchant la ligne de partage des eaux.

« Comté » : plus grande division territoriale, au sein d'un État, pour un gouvernement local. Au Québec, comté signifie une municipalité régionale de comté (MRC). Les limites administratives des comtés sont celles existantes en date de la signature de l'Entente (le 13 décembre 2005). (Réf. : Article 103 de l'Entente)

- d. Numéro de téléphone de la personne-ressource du demandeur;
- e. Adresse courriel de la personne-ressource du demandeur.
- f. Toute entité participante ou qui intervient, d'une manière ou d'une autre, dans la mise en œuvre d'un volet de la demande, y compris toute entité autre que le demandeur qui prélèvera de l'eau, retournera de l'eau au bassin des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent, etc. Renseignements à fournir sur ces entités :
  - i. Nom de l'entité;
  - ii. Adresse postale de l'entité;
  - iii. Nom de la personne-ressource;
  - iv. Numéro de téléphone de la personne-ressource de l'entité;
  - v. Adresse courriel de la personne-ressource de l'entité.

[Réf. : Article 103 de l'Entente (définition de « demandeur »)]

2. *Identification de la Partie d'origine, y compris un ou tous les bureaux ou partenaires gouvernementaux, leur adresse postale, le nom de la personne autorisée à agir au nom de la Partie d'origine, et toute autre personne-ressource représentant la Partie d'origine.*

3. *Détermination de l'exception à l'interdiction des dérivations visée par la présente demande.*

Il importe d'indiquer dans la demande que le demandeur sollicite une exception à l'interdiction des dérivations en vertu de l'article 201, paragraphe 3 de l'Entente, intitulé « Comté chevauchant la ligne de partage des eaux ».

[Réf. : Article 201 de l'Entente]

4. *Coordination avec les autres demandes.*

Fournir la date de toute demande présentée antérieurement à la Partie d'origine au cours des 10 dernières années et le volume quotidien de l'eau prélevée, de l'eau consommée ou de l'eau dérivée. Les dérivations, la consommation et les prélèvements qui constituent un volume d'eau de référence en vertu de l'article 207, paragraphe 1 de l'Entente ne doivent pas être pris en considération dans la réponse à la présente section.

[Réf. : Article 207, paragraphe 2 de l'Entente]

5. *Source du prélèvement et emplacement de la dérivation.*

Fournir les renseignements suivants :

- a. Description de l'emplacement et de la source du prélèvement. D'autres emplacements peuvent aussi être notés, en prenant soin d'indiquer l'emplacement qui sera privilégié. Si, dans la demande, des puits ou des pompes seront utilisés à différents emplacements, fournir les renseignements sur chacun d'eux.
- b. Si l'entité locale qui prélèvera l'eau n'est pas le demandeur, faire la preuve que l'entité locale a toutes les capacités de prélèvement nécessaires pour combler les besoins du demandeur et qu'elle est disposée à négocier un contrat d'achat avec le demandeur.

- c. Une carte géographique ou une photographie du secteur en prenant soin d'indiquer le bassin hydrographique d'origine<sup>7</sup> et l'emplacement proposé de la dérivation ainsi qu'une description du secteur devant recevoir l'eau dérivée d'après la demande, le secteur où l'eau sera retournée et où les services d'eau seront effectués.
  - d. L'identification du bassin hydrographique d'origine. Préciser si la source est souterraine (dans l'affirmative, indiquer si ce sont des eaux restreintes ou non), ou s'il s'agit d'une source d'eau de surface (dans l'affirmative, indiquer le nom du lac, de la rivière ou du cours d'eau).
6. *Volume total de la dérivation, nouvelle ou augmentée.*  
Fournir les renseignements suivants :
- a. Le volume total maximal de l'eau dérivée au cours des 25 années suivantes (ou de la période requise par la Partie d'origine), exprimé en millions de gallons par jour ou en millions de litres par jour, en moyenne, durant une année civile ainsi que durant la période de pointe de 90 jours au cours d'une année civile.
  - b. L'utilisation mensuelle prévue de la dérivation, exprimée en millions de gallons et de litres par jour, et l'information à savoir si l'utilisation proposée serait continue, saisonnière ou temporaire.
  - c. L'emplacement du point de mesure de la dérivation, et la technique qui sera employée pour mesurer le taux de la dérivation.
  - d. Le volume total de toute dérivation existante reconnue en vertu de l'article 207, paragraphe 1 de l'Entente et qui serait augmenté si la présente demande est approuvée ou le volume total de toute dérivation précédemment approuvée qui serait augmenté si la présente demande est approuvée, le cas échéant.
- Sauf indication contraire, tous les taux et les volumes doivent être exprimés en millions de gallons et de litres par jour.
7. *Évaluations techniques par la Partie d'origine.*  
Toute évaluation technique, y compris l'examen technique, effectuée par la Partie d'origine doit être incluse dans le dossier de la demande.  
[Réf. : Article 505, paragraphe 1 de l'Entente]
8. *Autres documents provenant du dossier administratif de la Partie d'origine, le cas échéant.* La Partie d'origine doit également joindre à la demande tout autre document ou élément qu'elle aura utilisé ou élaboré pendant l'examen de la demande et qu'elle jugera utile pour l'examen mené par le Conseil régional, y compris toute transcription ou tout résumé d'une consultation effectuée auprès de

---

<sup>7</sup> « Bassin hydrographique d'origine » : d'après l'Entente, bassin hydrographique où un prélèvement d'eau est effectué. Si l'eau est prélevée directement d'un des Grands Lacs ou du fleuve Saint-Laurent, le bassin hydrographique de ce lac ou celui du fleuve Saint-Laurent est considéré comme étant le bassin hydrographique d'origine. Si l'eau est prélevée du bassin hydrographique d'un affluent direct d'un des Grands Lacs ou du fleuve Saint-Laurent, est alors considéré comme le bassin hydrographique d'origine, le bassin hydrographique de ce Grand Lac ou du fleuve Saint-Laurent, une préférence étant accordée au retour d'eau vers le bassin hydrographique de cet affluent direct d'où l'eau a été prélevée.

tribus reconnues par le gouvernement fédéral des É.-U., de Premières Nations et de communautés métisses du Canada reconnues par des gouvernements provinciaux.  
[Réf. : Article 504, paragraphe 1 de l'Entente]

B. Critères liés à la Norme pour les exceptions. Toutes les demandes doivent renfermer l'information afin de faire la preuve qu'elles remplissent les critères suivants liés à la Norme pour les exceptions figurant à l'article 201, paragraphe 4 de l'Entente.

1. *L'exception [dérivation], en tout ou en partie, ne peut raisonnablement pas être évitée par l'utilisation efficace de l'eau, ni par la conservation de l'eau provenant des approvisionnements existants.*

Les demandes doivent inclure un texte décrivant le besoin de la dérivation nouvelle ou augmentée. Cette description doit comprendre une analyse de l'efficacité au chapitre de la consommation courante de l'eau, y compris la prise de mesures de conservation de l'eau judicieuses au plan environnemental et économiquement réalisables. L'analyse peut soit avoir été, dans le passé, soumise à la Partie d'origine par le demandeur soit être effectuée et transmise à la Partie d'origine dans le but d'être remise au Conseil régional.

[Réf. : Article 201, alinéa 4.a. de l'Entente]

2. *L'exception [dérivation] doit être limitée aux quantités qui sont considérées comme raisonnables pour les fins proposées.*

Les demandes doivent inclure un texte descriptif étayant le caractère raisonnable des quantités demandées à la section A.6.a précédente et compte tenu des motifs avancés dans la demande d'exception (par exemple, des projections démographiques). Pour ce faire, la demande doit également renfermer un plan d'utilisation de l'eau. Le plan doit inclure : l'utilisation prévue de l'eau et les projections démographiques à l'appui des conditions et des volumes quotidiens demandés pendant la période visée, des renseignements devant figurer dans les plans d'utilisation de l'eau exigés par la Partie d'origine, ou jusqu'à concurrence de 25 ans si la Partie d'origine n'a établi aucune période; une description de la capacité du système quant aux portions prélevées, traitées et distribuées; une évaluation des économies, courantes et proposées, quant à l'utilisation de l'eau et les programmes proposés aux fins de la conservation et de l'utilisation efficace de l'eau.

[Réf. : Article 201, alinéa 4.b. de l'Entente]

3. *Toute l'eau prélevée est retournée, que ce soit naturellement ou après usage, au bassin hydrographique d'origine, moins une allocation de consommation. Aucune eau de surface ou eau souterraine provenant de l'extérieur du Bassin ne peut être utilisée pour respecter en tout ou en partie ce critère, sauf si :*

a. *L'eau fait partie des eaux d'un système d'approvisionnement ou de traitement des eaux usées mélangeant de l'eau en provenance à la fois de l'intérieur et de l'extérieur du Bassin;*

- b. *L'eau est traitée pour respecter les normes applicables aux rejets en matière de qualité de l'eau ainsi que pour prévenir l'introduction d'espèces envahissantes dans le Bassin;*

La demande doit inclure une description quant aux mesures qui seraient prises pour retourner l'eau. La description doit renfermer les renseignements suivants :

- a. Une description des méthodes employées pour retourner l'eau et une mention du moment où elle est retournée. Si l'entité locale qui rejettera l'eau retournée n'est pas le demandeur, il faut fournir des ententes relatives au retour de l'eau dans le Bassin;
- b. Une estimation du volume total de l'eau retournée exprimée en gallons par jour ou en litres par jour, en moyenne, durant une année civile et en pourcentage de l'eau dérivée, y compris les méthodes de mesure proposées;
- c. Une description de l'emplacement ou des emplacements où l'eau retournée sera rejetée;
- d. Une description de la qualité de l'eau que l'on prévoit retourner, y compris les méthodes proposées pour évaluer la qualité de l'eau;
- e. Une description de l'eau retournée, comme il est précisé à la section A.5.c précédente et à la section C.2. ci-après, y compris le type d'eau qui sera retourné, l'emplacement où l'eau sera retournée et l'incidence que cette pratique aura pour minimiser les quantités d'eau provenant de l'extérieur du Bassin.
- f. Une estimation de la consommation, y compris les données antérieures, le cas échéant. Ces estimations peuvent être fournies sous la forme de plans de conception technique du projet ou à partir d'une compilation de données du United States Geological Survey (USGS, Service géologique des É.-U.) sur les estimations de consommation d'eau ou d'autres coefficients liés à la consommation d'eau. Si les estimations de consommation d'eau sont différentes des « coefficients généralement reconnus en matière de consommation d'eau », la demande doit aussi renfermer une explication et une justification détaillées de la consommation.

[Réf. : Article 201, alinéa 4.c. de l'Entente]

4. *L'exception [dérivation] doit être effectuée de manière à garantir qu'elle n'entraîne aucun impact négatif et significatif, individuel ou cumulatif, sur la quantité ou la qualité des eaux du Bassin et des ressources naturelles qui en dépendent, en prenant en considération tout précédent que pourrait entraîner l'autorisation d'une demande quant à ses conséquences en termes d'impacts cumulatifs potentiels.*
  - a. Pour ce qui est du prélèvement, de la dérivation et de l'eau retournée décrits à la section A.5 précédente, fournir les renseignements supplémentaires suivants :
    - i. Les conditions existantes du système hydrologique, tant pour l'eau souterraine que pour l'eau en surface, ainsi que la relation entre les deux, de la qualité de l'eau et de l'habitat;
    - ii. Les statistiques concernant le débit de l'eau, le cas échéant et si disponible;
    - iii. L'aquifère ou les aquifères pertinents;
    - iv. Les impacts individuels prévus pour ce qui est de la quantité ou de la qualité des eaux ou des ressources naturelles qui en dépendent;

- v. Les mesures d'atténuation qui seront mises en œuvre pour prévenir ou éliminer les impacts négatifs significatifs;
  - vi. Une évaluation de l'impact sur l'environnement ou autre examen environnemental lié à la demande, si une telle étude a déjà été préparée en vertu d'une loi d'un État, d'une province ou d'une loi fédérale.
- b. Les Parties signataires de l'Entente auront la responsabilité de procéder à des évaluations des impacts cumulatifs. En appui à cette analyse, fournir de l'information sur les impacts cumulatifs potentiels liés à la demande quant à la quantité et à la qualité des eaux du Bassin et des ressources naturelles qui dépendent du bassin hydrographique d'origine applicable. On peut aussi expliquer la relation entre la demande et les autres prélèvements, dérivations et consommations existants de sorte que les Parties pourront évaluer globalement les impacts cumulatifs découlant de la demande à l'étude. La demande doit renfermer des données et des analyses sur les impacts cumulatifs mises à la disposition de la Partie d'origine y compris les évaluations des impacts cumulatifs réalisées en conformité avec l'Entente. Pour ce faire, toutes les évaluations des impacts cumulatifs menées par la Partie d'origine doivent être incluses dans la demande. Il faut également documenter la demande en ce qui a trait aux mesures d'atténuation requises par la Partie d'origine afin de réduire les impacts cumulatifs.

[Réf. : Article 201, alinéa 4.d. et article 209, paragraphe 6 de l'Entente]

5. *L'exception [dérivation] doit être effectuée de manière à inclure des mesures de conservation de l'eau judicieuses au plan environnemental et économiquement réalisables afin de minimiser l'ampleur du prélèvement ou de la consommation d'eau.*

La demande doit renfermer une description détaillée des mesures de conservation de l'eau judicieuses au plan environnemental et économiquement réalisables qui ont été mises en œuvre, et qui le seront, afin de s'assurer que l'utilisation de l'eau actuelle et proposée se fera de manière efficace, et que l'on réduira les pertes en eau ou le gaspillage. Il importe de fournir les plans de conservation et d'utilisation efficace de l'eau déjà dressés. La description doit donner un aperçu de certains aspects des mesures, notamment :

- a. Judicieuses au plan environnemental;
- b. Basées sur les meilleures pratiques en vigueur dans le secteur d'utilisation de l'eau;
- c. Réalisables au plan technique et rapidement utilisables;
- d. Économiquement réalisables et rentables comparativement à d'autres mesures réalisables au plan technique et disponibles ou avec des meilleures pratiques applicables au secteur d'utilisation de l'eau, le tout fondé sur une analyse tenant compte des coûts financiers et environnementaux directs évités. Parmi les facteurs qui seront pris en considération dans le cas de certaines installations et de certains procédés, mentionnons :
  - i. L'impact ou les impacts environnementaux potentiels;
  - ii. L'âge de l'équipement et des installations;
  - iii. Les procédés employés;
  - iv. Les répercussions énergétiques potentielles.

[Réf. : Article 103 et article 102, alinéa 4.e. de l'Entente]

6. *L'exception [dérivation] doit être effectuée de façon à garantir qu'elle est conforme à toute la législation applicable des municipalités, des États, des provinces ainsi qu'à la législation fédérale applicable de même qu'avec les accords régionaux entre États, interprovinciaux et internationaux, ce qui inclut le Traité des eaux limitrophes de 1909.*

Les approbations accordées en vue d'une dérivation en conformité avec les modalités de l'Entente ou d'une loi pertinente de l'État ou de la province ne remplacent aucunement la responsabilité, pour le demandeur ou la Partie d'origine, d'obtenir toute autre autorisation requise pour entreprendre l'activité qu'a approuvée le Conseil régional, ou la province ou l'État concerné. Si des permis environnementaux ont déjà été délivrés, il importe de les joindre à la demande.

[Réf. : Article 201, alinéa 4.f. de l'Entente]

7. *Renseignements supplémentaires.*

Fournir toute autre information supplémentaire que le demandeur ou la Partie d'origine jugera pertinente aux fins de l'analyse par le Conseil régional.

- C. Renseignements supplémentaires, demandes d'exception [dérivation] visant un comté chevauchant la ligne de partage des eaux. Toutes les demandes doivent décrire en quoi la demande respecte les critères supplémentaires suivants énoncés à l'article 201, paragraphe 3 de l'Entente.

1. *L'eau transférée doit uniquement être utilisée à des fins d'approvisionnement public en eau de la collectivité ne disposant pas d'approvisionnement adéquat en eau potable et qui est située dans un comté chevauchant la ligne de partage des eaux.*

La demande doit renfermer les renseignements suivants :

- a. Un énoncé faisant la preuve que toute l'eau transférée ne sera utilisée qu'à des fins d'approvisionnement public en eau de la collectivité cherchant à obtenir de l'eau. Il faut aussi faire la preuve que la collectivité est située dans un comté chevauchant la ligne de partage des eaux.
- b. Une analyse qui fait la preuve que la collectivité dispose de sources d'approvisionnement en eau potable inadéquates. Cette analyse peut être jointe à la demande et faire partie intégrante de la réponse du demandeur à la section B.1 précédente.

[Réf. : Article 201, alinéa 3.a. de l'Entente]

2. *La proposition respecte la Norme pour les exceptions [dérivations], en maximisant le retour des eaux du bassin tout en minimisant les quantités d'eau de surface et d'eau souterraine provenant de l'extérieur du Bassin.*

La demande doit renfermer une analyse qui fait la preuve que l'on tirera pleinement parti de la quantité d'eau retournée au bassin hydrographique d'origine et que l'on minimisera la quantité d'eau provenant de l'extérieur du Bassin. Cette analyse peut être jointe à la demande et faire partie intégrante de la réponse du demandeur à la section B.3 précédente.



[Réf. : Article 201, alinéa 3.b de l'Entente]

3. *Il n'y a aucune autre source raisonnable d'approvisionnement en eau à l'intérieur du Bassin où la collectivité est située, ce qui comprend la conservation des approvisionnements en eau existants.*

La demande doit renfermer une analyse des solutions en faisant la preuve qu'il n'y a pas d'autres sources d'approvisionnement en eau raisonnables dans le bassin où se trouve la collectivité, y compris en ayant recours à la conservation et à une utilisation efficace des approvisionnements en eau existants. Une telle analyse doit aborder la question de la quantité et de la qualité (y compris la traitabilité) d'autres sources et justifier la décision de ne pas utiliser les autres sources d'approvisionnement en eau envisagées.

4. *La prudence doit être utilisée pour déterminer si une demande respecte les conditions de cette exception [dérivation]. Cette exception [dérivation] ne devrait pas être autorisée, à moins qu'il puisse être démontré qu'elle ne mettra pas en danger l'intégrité de l'écosystème du bassin.*

La demande doit renfermer une analyse faisant la preuve que la réalisation du projet ne mettra pas en danger l'intégrité de l'écosystème du bassin. Cette analyse peut être jointe à la demande et faire partie intégrante de la réponse du demandeur à la section B.4 précédente.

5. *Une considération substantielle sera aussi accordée si la proposition est accompagnée d'une preuve scientifique suffisante démontrant que l'approvisionnement actuel en eau provient d'une eau souterraine qui est hydrologiquement interconnectée aux eaux du Bassin.*

Le cas échéant, la demande doit faire la preuve que l'approvisionnement en eau existant provient d'une source souterraine qui est hydrologiquement interconnectée aux eaux du bassin.

6. La demande doit renfermer tous les rapports traitant du projet rédigés à d'autres fins, mais qui contiennent des renseignements de fond susceptibles d'être utiles pour évaluer la demande.

#### **Section 200.7. Notification d'une demande; examens techniques.**

1. Dans les cinq jours suivant la réception d'une demande provenant de la Partie d'origine, le directeur général expédiera aux autres membres un accusé de réception et fournira à chacun une copie de la demande, y compris tous les documents soumis au Conseil régional par la Partie d'origine, et ce, en conformité avec la section 200.4. L'envoi de l'accusé et des documents peut se faire par voie électronique, y compris par l'entremise du site Web.
2. Le directeur général ainsi que les Parties étudient la demande et, le cas échéant, réclament de la Partie d'origine toute information supplémentaire que l'un ou l'autre jugera utile afin de déterminer si la demande respecte les critères énoncés dans l'Entente. La Partie d'origine a le devoir de fournir l'information raisonnablement nécessaire pour que le Conseil régional puisse étudier la demande.

3. Si le Conseil régional détermine qu'il manque des renseignements pour déterminer si la demande respecte les critères associés à l'exception visée, le directeur général peut demander à la Partie d'origine de remédier à la situation dans les délais qui seront alors précisés. À la fin de la période allouée, le Conseil régional reprend l'examen à moins que la Partie d'origine ne demande un délai supplémentaire et que le Conseil régional accorde le délai. Une requête de cette nature peut survenir en tout moment durant la période de l'examen régional.
4. Le Conseil régional ou tout autre membre peut procéder à son propre examen technique de la demande. Sauf si le demandeur ou la Partie d'origine présente une requête contraire, tous les examens techniques doivent être achevés au plus tard 60 jours après que le secrétariat a établi que la demande de la Partie d'origine est complète et renferme tous les renseignements nécessaires à l'examen et qu'il en a informé le Conseil régional. Cette période de 60 jours, de même que toute période de consultation publique liée à la demande, peut être prolongée à la discrétion du Conseil régional, à la requête du demandeur ou de la Partie d'origine.
5. Tout report accordé en vue de remédier à des déficiences donnera lieu à un report similaire de toutes les dates limites pertinentes à toutes les étapes du processus d'examen régional, y compris les échéances mentionnées dans les présentes procédures.

**Section 200.8. Avis adressé aux tribus reconnues par le gouvernement fédéral des É.-U. ainsi qu'aux Premières Nations et aux communautés métisses du Canada reconnues par des gouvernements provinciaux.**

1. Le directeur général, au nom du Conseil régional, transmet un avis aux tribus reconnues par le gouvernement fédéral des É.-U. ainsi qu'aux Premières Nations et aux communautés métisses du Canada reconnues par des gouvernements provinciaux à l'intérieur du Bassin pour leur donner l'occasion de transmettre par écrit au Conseil régional, conformément à la section 200.9 des présentes procédures, leurs commentaires sur la question de savoir si le dossier de demande respecte les critères pertinents énoncés dans l'Entente. Le directeur général doit expédier les avis dans les dix jours suivant la réception d'une demande de la Partie d'origine.
2. Les avis adressés aux tribus reconnues par le gouvernement fédéral des É.-U. ainsi qu'aux Premières Nations et aux communautés métisses du Canada reconnues par des gouvernements provinciaux sont envoyés séparément des avis destinés au grand public. Les avis visent principalement à donner aux tribus reconnues par le gouvernement fédéral des É.-U. ainsi qu'aux Premières Nations et aux communautés métisses du Canada reconnues par des gouvernements provinciaux l'occasion de se prononcer sur la question de savoir si la demande respecte ou non la Norme prévue dans l'Entente.
3. Les avis adressés aux tribus reconnues par le gouvernement fédéral des É.-U. ainsi qu'aux Premières Nations et aux communautés métisses du Canada reconnues par des gouvernements provinciaux renferment, dans la mesure du possible, les éléments suivants :
  - a. La mention d'un délai pour permettre aux tribus reconnues par le gouvernement fédéral des É.-U. ainsi qu'aux Premières Nations et aux communautés métisses du Canada reconnues par des gouvernements provinciaux d'exercer leurs droits de participation décrits aux sections 201.3, 201.4.f et 201.6.

- b. La date et l'heure ainsi que la logistique afin de participer aux séances publiques, aux assemblées publiques ou aux audiences publiques prévues à la section 201.2 des présentes procédures et une invitation.
  - c. Une description du projet et du but; les quantités d'eau visées par les demandes de prélèvement, de dérivation et de consommation; l'emplacement ou les emplacements où l'on peut consulter, aux fins d'examen, des exemplaires de la demande et tout autre document pertinent, y compris la Déclaration de conformité proposée par la Partie d'origine; les périodes au cours desquelles ces documents seront disponibles aux fins d'examen, la date butoir pour soumettre les commentaires concernant la demande et la méthode pour ce faire; l'adresse postale, l'adresse électronique et le numéro de téléphone des membres du Conseil régional; la procédure à suivre pour obtenir un exemplaire de la demande et de tout autre document soumis par la Partie d'origine.
4. Le directeur général, au nom du Conseil régional, informe également les tribus reconnues par le gouvernement fédéral des É.-U. ainsi que les Premières Nations et les communautés métisses du Canada reconnues par des gouvernements provinciaux des assemblées et des audiences publiques qui se tiendront conformément à la section 201.2 des présentes procédures et les y invite.
  5. Le Conseil régional prévoit du temps spécialement pour les tribus reconnues par le gouvernement fédéral des É.-U. ainsi que pour les Premières Nations et les communautés métisses du Canada reconnues par des gouvernements provinciaux, avant ou après la tenue d'assemblées ou d'audiences publiques, pour qu'elles puissent discuter de la demande avec le Conseil régional. (*Voir* la section 201.1.3 des présentes procédures)
  6. Le directeur général transmet les commentaires qu'il reçoit des tribus reconnues par le gouvernement fédéral des É.-U. ainsi que des Premières Nations et des communautés métisses du Canada reconnues par des gouvernements provinciaux, en vertu de la présente section, aux membres, y compris à la Partie d'origine, à des fins d'analyse, et ce, avant que le Conseil régional ne délivre une Déclaration de conformité.
  7. Le Conseil régional doit tenir compte des commentaires qu'il reçoit des tribus reconnues par le gouvernement fédéral des É.-U. ainsi que des Premières Nations et des communautés métisses du Canada reconnues par des gouvernements provinciaux, en vertu de la présente section, avant de délivrer une Déclaration de conformité et, le cas échéant, il donne suite aux commentaires dans le libellé de la Déclaration de la conformité (*voir* la section 201.4.5 des présentes procédures).

**Section 200.9. Avis général et occasion de commenter.**

1. Le directeur général, au nom du Conseil régional, transmet au public un avis l'informant de toutes les demandes présentées au Conseil régional aux fins d'examen régional. Les avis de cette nature précisent que le public a l'occasion de commenter par écrit, auprès du Conseil régional, la question de savoir si le dossier de demande satisfait aux critères pertinents énoncés dans l'Entente. Les avis sont affichés sur le site Web du Conseil régional et expédiés aux intervenants concernés selon la liste compilée par le Conseil régional. Tout intervenant concerné peut demander que son nom soit ajouté à la liste en en faisant la demande au directeur général. Ce dernier expédie les avis de cette nature dans les dix jours suivant la réception d'une demande de la Partie d'origine.

2. Chacune des Parties prendra aussi des mesures de sorte que la population sur leur territoire de compétence respectif aura l'occasion de commenter durant la période de consultation publique. Notamment, elle indiquera aux membres du public sur ce territoire les démarches pour soumettre des commentaires au Conseil régional ou pour tenir une assemblée publique conformément aux présentes procédures.
3. Tous les avis délivrés en vertu de la présente section doivent renfermer une description du projet, son but, le volume d'eau visé par le prélèvement, la dérivation et l'allocation de consommation, le ou les emplacements où des copies de la demande et de tout autre document pertinent sont disponibles aux fins d'examen, la durée de cette disponibilité, la période, le mode de transmission et le destinataire de tout commentaire écrit relatif à la demande et les coordonnées : l'adresse municipale, l'adresse postale (case postale), l'adresse du courrier électronique et le numéro de téléphone du directeur général.
4. Tous les documents pertinents à la demande, y compris tout élément remis au Conseil régional conformément à la section 200.4, tous les examens techniques réalisés et la Déclaration de conformité proposée par la Partie d'origine seront mis à la disposition du public en affichant les documents sur le site Web du Conseil régional, dans la mesure du possible, en permettant de consulter les documents dans les bureaux du secrétariat et, si possible, dans des bureaux désignés par les Parties et en fournissant des exemplaires des documents sur demande et à un coût raisonnable.
5. Le Conseil régional tient une assemblée publique conformément à la section 201.1 à l'intérieur du territoire de compétence de la Partie d'origine. De plus, le Conseil régional peut tenir une assemblée publique en personne, par téléphone ou par tout autre moyen, sur le territoire de compétence d'autres Parties à la demande du membre respectif afin de recevoir les commentaires à savoir si la demande à l'étude remplit les critères pertinents à l'Entente.
6. Le Conseil régional tient compte des commentaires qu'il a reçus avant de délivrer une Déclaration de conformité.
7. Le secrétariat transmet les commentaires qu'il reçoit aux membres du Conseil régional. Les commentaires sont aussi rendus publics grâce aux moyens énoncés à la section 200.9.1.

## **Section 201. Processus d'examen des demandes et assemblées tenues à cette fin.**

### **Section 201.1. Assemblées publiques relatives aux demandes.**

1. Les assemblées publiques, telles qu'elles sont décrites à la section 200.9.5, peuvent prendre différentes formes, y compris, suivant le cas, des présentations d'intérêt général et l'occasion de commenter, tant par écrit qu'oralement. Le format et les procédures des assemblées publiques sont définis de concert avec la partie représentant le territoire de compétence hôte.
2. Le secrétariat transmet aux membres du Conseil régional un enregistrement ou un résumé écrit des commentaires reçus du public, y compris des commentaires formulés de vive voix ou des résumés rédigés par des membres du Conseil régional, lesquels seront versés au dossier administratif.
3. Le Conseil régional prévoit du temps spécialement pour les tribus reconnues par le gouvernement fédéral des É.-U. ainsi que pour les Premières Nations et les communautés métisses du Canada reconnues par des gouvernements provinciaux, avant

ou après la tenue de séances ou d'assemblées publiques, pour qu'elles puissent discuter de la demande avec le Conseil régional.

**Section 201.2. Laisser intentionnellement en blanc.**

**Section 201.3. Assemblées publiques mixtes facultatives.**

1. Toute assemblée publique prévue en vertu de la section 201.1 peut être organisée simultanément avec une assemblée publique similaire tenue par le Conseil du Compact, une Partie signataire de l'Entente ou du Compact.
2. Le Conseil régional peut demander que deux ou plusieurs assemblées publiques, y compris des assemblées tenues par le Conseil du Compact, touchant une question de droit ou de fait, connexe ou d'intérêt commun, soient regroupées.

**Section 201.4. Processus d'examen des demandes.**

1. Le Conseil régional examine toutes les demandes, conformément au chapitre 5 de l'Entente et aux présentes procédures, avant de délivrer une Déclaration de conformité.
2. Le Conseil régional tient une assemblée publique conformément à la section 201.1 des présentes procédures avant de délivrer une Déclaration de conformité.
3. À moins d'une demande contraire de la part de la Partie d'origine, le Conseil régional s'efforce d'étudier et de traiter toutes les demandes dans les 90 jours suivant la réception d'une demande par le Conseil régional.
4. La ou les Déclarations de conformité doivent être fondées sur l'analyse de la demande et de tous les documents à l'appui, sur l'examen technique de la Partie d'origine et tout autre examen technique effectué par le Conseil régional ou une Partie, tout commentaire reçu durant le processus de collecte de commentaires, y compris les commentaires du public, des tribus reconnues par le gouvernement fédéral des É.-U. ainsi que des Premières Nations et des communautés métisses du Canada reconnues par des gouvernements provinciaux et toute autre information fournie au Conseil régional ou à tout autre membre signataire de l'Entente. Le cas échéant, la Déclaration de conformité renferme les conclusions de fait, les conclusions de droit et une section « Commentaires et réponses » qui comporte un résumé des commentaires reçus des tribus reconnues par le gouvernement fédéral des É.-U. ainsi que des Premières Nations, des communautés métisses du Canada reconnues par des gouvernements provinciaux et du public ainsi que toute réponse à l'un de ces commentaires. De plus, il importe d'inclure dans un dossier administratif tous les documents à l'appui de la décision du Conseil régional ou tous ceux que le Conseil régional a pris en considération au moment de rédiger la Déclaration de conformité.
5. Une fois que le Conseil régional a délivré une ou plusieurs Déclarations de conformité, le directeur général doit expédier un avis au demandeur et aux membres pour les en informer. Le secrétariat en informe également de la même façon le public, les tribus reconnues par le gouvernement fédéral des É.-U. ainsi que les Premières Nations et les communautés métisses du Canada reconnues par des gouvernements provinciaux en prenant soin de les aviser d'une occasion de commenter par écrit. Tous ces avis renfermeront le libellé de la ou des Déclarations de conformité. Le directeur général doit s'efforcer d'expédier les avis de cette nature dans les 10 jours suivant la délivrance

d'une ou de plusieurs Déclarations de conformité. En outre, le secrétariat affiche l'avis et le libellé de la décision sur le site Web du Conseil régional.

6. Le Conseil régional peut suspendre l'examen d'une demande en vertu de la présente partie si la demande est assujettie au champ de compétence d'une Partie ou d'une subdivision politique correspondante, et que ladite Partie ou subdivision politique a rejeté ou refusé le dossier de demande. Lorsqu'un rejet ou un refus est infirmé dans le cadre d'un appel, l'appel est final, et la Partie d'origine fournit au Conseil régional une copie certifiée conforme de la décision, le Conseil régional peut reprendre son examen de la demande. Toutefois, lorsqu'une demande a fait l'objet d'une suspension en vertu des présentes pendant plus de trois ans, le Conseil régional peut mettre fin à son examen et informer la Partie d'origine de la résiliation. La Partie d'origine peut remettre en vigueur une demande précédemment résiliée en renouvelant la demande au Conseil régional, en démontrant que toutes les approbations gouvernementales nécessaires ont été reçues et, à la discrétion du Conseil régional, en soumettant des renseignements nouveaux ou mis à jour.
7. Le Conseil régional peut proroger l'examen d'une demande en vertu de la présente partie avec le consentement unanime des membres et après avoir consulté le demandeur.